

Du Brésil à l'Allemagne, l'écologie politique s'impose comme une nouvelle voie. La crise globale du système économique et financier a montré l'épuisement des recettes traditionnelles, qu'elles soient libérales ou social-démocrates. Ces modèles économiques productivistes ont démontré leur inefficacité : à l'accroissement mondial de la pauvreté répond également celui des émissions des gaz à effet de serre et l'effondrement de la biodiversité. Les sommets mondiaux qu'ils soient économiques ou climatiques ont confirmé l'incapacité d'un système économique reposant sur une croissance infinie à réagir face à ces urgences. Devant un monde que l'on épuise il est aujourd'hui de la responsabilité des écologistes de dessiner les contours de celui qui doit naître. Alors que des millions de citoyens désertent les urnes et renoncent à participer à la vie politique, notre projet doit permettre de rétablir la confiance et de réconcilier les citoyens et les citoyennes entre eux.

Le monde politique est aujourd'hui aux antipodes de l'élan, de la création et du désir dans notre société. Ce qui menace les démocraties européennes c'est une marginalisation de la vie politique, un rétrécissement du champ du débat public et une disparition progressive des valeurs qui les structurent : l'égalité des droits, la liberté d'expression et de création, le respect des identités et des différences au service d'un projet commun.

Pour les écologistes l'ouverture représente un changement global des règles du jeu politique. Nous souhaitons lier intrinsèquement l'ouverture sur les débats de fond, l'ouverture lors des élections et l'ouverture du mouvement écologiste à la société à travers la coopérative et les relations soutenues avec les mouvements sociaux.

Pour l'écologie, c'est vraiment l'heure

L'épuisement des ressources naturelles est aujourd'hui reconnu par le plus grand nombre. Le péril climatique est devenu une réalité partout visible. C'est la diversité même des mondes naturels qui est aujourd'hui menacée, à la fois par la poursuite de logiques productivistes et par l'appropriation et la commercialisation du vivant. Alors qu'elle semblait hier être une menace lointaine, la crise écologique et ses conséquences se traduisent aujourd'hui dans la vie quotidienne de centaine de millions d'êtres humains..

La multiplication des pollutions, des contaminations fait peser un risque sur la santé de tous les habitant-e-s qui doivent faire face à l'explosion des maladies de civilisation. L'accès à une alimentation saine et de qualité n'est plus aujourd'hui la chimère de quelques uns, mais la revendication de toutes les catégories de la population. Alors que les injustices environnementales se multiplient, venant creuser les déséquilibres sociaux, il est urgent de rappeler que la qualité de vie ne doit pas être un privilège. Nous faisons face à une crise environnementale globale qui met l'ensemble des équilibres naturels et humains en danger.

Pour la première fois de notre histoire, l'épuisement des ressources naturelles

alimente la crise économique et sociale. La dégradation du rapport de force capital/travail, le surendettement et la financiarisation de l'économie ont engendré des mouvements spéculatifs et des crises financières successives aux conséquences économiques et sociales dramatiques. Les pays de la zone euro sont confrontés à l'insolvabilité des Etats et des risques de faillite de leur économie : en Grèce, en Irlande, en Espagne ou Portugal... Les solutions traditionnelles n'apportent aucune réponse à cette crise globale : le recours à l'austérité revient à faire payer le prix fort de la crise aux peuples ; et le sempiternel nouvel appel à la croissance est illusoire. Nous faisons face à la première crise socio-écologique du capitalisme. La sortie de cette crise ne pourra se faire sans une transformation profonde de la société et de notre système économique.

Les révolutions démocratiques au Moyen-Orient ont fait renaître un formidable espoir et placent les démocraties européennes face à leurs responsabilités. Elles mettent un terme aux prophéties de mauvais-augure qui décrétaient la fin de l'histoire et en appelaient à la guerre des civilisations. Mais elles sont aussi un appel mondial à repenser des équilibres dépassés et à renouveler profondément la démocratie, à refuser des relations commerciales avec des pays non démocratiques. Les voix qui s'élèvent dans les manifestations spontanées et massives en Espagne invitent l'ensemble de la classe politique européenne à entendre la colère des citoyens et la volonté d'une véritable alternative politique. De la Place Tahrir à la Puerta del Sol, la volonté est la même : en finir avec un système qui exclut, redonner leurs sens à la démocratie et à la citoyenneté pour toutes et tous, et redéfinir un partage équitable des richesses.

La catastrophe de Fukushima est une onde de choc pour les citoyens du monde entier. Elle marque, pour ceux qui n'en étaient pas encore convaincus, l'impérieuse nécessité d'en finir avec un modèle productiviste fondé sur le scientisme, la croyance aveugle dans le progrès et la technostucture. Elle renouvelle avec encore plus d'acuité et de force, ce que disaient les premiers écologistes : la nécessité de choisir entre la civilisation ou la barbarie.

Dans ce monde en mouvement, marqué de multiples fractures, la représentation politique est directement remise en cause. Le national-populisme renaissant prétend opposer aux effets prédateurs de la mondialisation libérale la stigmatisation de l'autre, le repli sur soi. L'écologie est un nouvel humanisme qui s'oppose frontalement à ces thèses et propose une alternative fondée sur la tolérance, le respect, l'autonomie et la prise en compte des générations futures.

L'alternative écologiste vise clairement à sortir de l'étroitesse des égoïsmes nationaux. Notre écologie est sans frontières. Nous sommes citoyens du monde. Nous portons notamment l'espérance d'un projet européen fondé sur les valeurs fédéralistes de démocratie, de paix et de solidarité. Notre projet est transnational, c'est avec l'ensemble des partis écologistes européens du Parti Vert Européen et mondiaux regroupés au sein des Global Greens, que nous visons à élaborer un projet planétaire commun et à fonder une

citoyenneté universelle. L'Europe doit apporter des solutions concrètes aux difficultés quotidiennes produites par la crise : avec la relocalisation de l'économie, un haut niveau de protection sociale, un ambitieux plan de lutte contre le changement climatique...

Notre projet est sans ambiguïté : mettre en place une autre société, en finir avec la poursuite, même « régulée », des mêmes impasses avec les mêmes méthodes. Le seuil atteint ici comme ailleurs par l'épuisement des ressources du vivant, celles de l'humain comme celles de la nature, impose que soient élaborées des politiques ouvrant au plus grand nombre la possibilité de fabriquer, de produire, de consommer, d'échanger avec d'autres finalités et d'autres méthodes. Il s'agit bien d'engager la transition vers un autre modèle du vivre ensemble.

Cette transition écologique requiert une transformation radicale du système de production, de la production d'énergie, des modes de consommation et des rapports sociaux qu'ils induisent ainsi que la mise en place de nouveaux indicateurs de richesse, une décroissance de l'empreinte écologique et une conception du travail émancipatrice.

L'extension de la sphère de la gratuité, notamment celle des premières tranches d'eau et d'électricité, doit s'imaginer non seulement dans une perspective de justice sociale mais comme un instrument faisant reculer la marchandisation du monde. Elle s'accompagne de décisions visant à la mise en place d'un revenu universel tout comme à l'instauration d'un revenu maximum.

Une stratégie : mettre l'écologie au cœur de l'alternative dès 2012

Depuis dix ans, les gouvernements libéraux-conservateurs se succèdent en France et gouvernent la plupart des Etats européens. Leurs contre-réformes successives ont mis en miettes la société, détruit les solidarités et construit une société du tous contre tous. Nous devons mettre un coup d'arrêt à ce cours néo-libéral, conservateur, autoritaire, bio-destructeur, qui sape les fondements de notre contrat social. Au plan hexagonal, l'aspiration à clore l'ère Sarkozy doit trouver une expression politique d'une autre teneur que la simple rivalité des écuries présidentielles.

Nous ne pouvons nous satisfaire de rafistolages. Conscients de la gravité des enjeux, puisque tout est déréglé, nous proposons de tout changer. C'est pour porter cette nouvelle volonté que les écologistes doivent peser de manière décisive. Le projet écologiste ne peut se diluer dans un grand ensemble et ne peut pas non plus participer à un front du seul refus, il doit être présenté devant les électeurs dans sa globalité et sa radicalité. Nulle autre formation politique ne peut porter aujourd'hui l'espérance que propose les écologistes. Notre projet doit être celui d'une écologie de transformation qui cherche à répondre à tous les enjeux de la crise et apporte des solutions dans tous les domaines – environnementaux, économiques, sociaux et démocratiques.

En 2012, le défi des écologistes sera de rendre lisible le projet audacieux qu'ils porteront devant la société. Celui-ci s'appuiera notamment sur :

- une transition énergétique permettant de lutter contre le changement climatique ;
- la sortie du nucléaire civil et militaire ;
- des investissements massifs dans le logement et la transformation écologique de l'économie ;
- une politique de l'emploi incluant le développement de l'économie sociale et solidaire ;
- la réduction du temps de travail, la lutte contre la souffrance au travail et l'égalité professionnelle femmes / hommes ;
- un plan de lutte contre les maladies du mode de vie et le passage d'une logique de soins à une logique de santé ;
- un service public gratuit et universel de l'éducation (dont la petite enfance) , visant à restaurer l'égalité sociale et territoriale ;
- une réforme en profondeur de la fiscalité, orientée vers la mutation écologique et la redistribution des richesses ;
- une politique de réconciliation et d'égalité des droits : régularisation des sans-papiers, retour sur les lois sécuritaires et de stigmatisation des étrangers et des français d'origine étrangère, droit au mariage et à la reconnaissance légale des familles homoparentales et droit de vote des résidents étrangers ;
- le rééquilibrage des relations nord/sud, une démocratisation de la gouvernance mondiale et la reconnaissance de la dette écologique ;
- une 6^e République parlementaire dans une Europe fédérale, incluant un statut de l'élu ;
- un pacte pour remettre la finance au service de l'économie réelle en Europe et dans le monde. En France, la création d'un pôle public financier et le renforcement d'un pôle coopératif et mutualiste.

La priorité sera donnée à l'élaboration participative et la validation collective de notre projet au sein de l'Agora, en articulation avec le Conseil d'Orientation Politique, avec l'organisation d'une Convention nationale à l'automne qui en validera les orientations en associant l'ensemble des adhérents et des coopérateurs.

C'est pour porter de manière audacieuse ces positions et notre projet qu'en 2012 il y aura un-e candidat-e écologiste, soutenu par Europe Ecologie – Les Verts, à l'élection présidentielle, en rupture avec le sarkozysme.

Au-delà de cette candidature, Europe Ecologie – Les Verts travaillera avec l'ensemble de ses partenaires de gauche à l'élaboration d'un pacte d'alternative reposant sur le principe d'autonomie contractuelle. C'est dans l'opposition à Nicolas Sarkozy et avec l'ensemble des forces politiques susceptibles de participer aux institutions, que nous élaborerons ce pacte.

Les conditions incontournables d'un tel accord sont connues :

- une loi de sortie du nucléaire en 25 ans, incluant la fermeture de tous les réacteurs de plus de 30 ans ou en zone « dangereuse », en commençant par Fessenheim ; l'arrêt de l'EPR, l'abandon du projet ITER et l'arrêt de la filière plutonium à La Hague
- l'abrogation de la réforme des retraites et la garantie d'un droit à la retraite à 60 ans avec un revenu décent, s'inscrivant dans une politique globale de réduction du temps de travail et d'une juste rémunération des temps de la vie sans travail (études, retraites, chômage volontaire)
- l'abandon des grandes infrastructures autoroutières, du projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes et de l'exploitation des Gaz de schiste ;
- l'abrogation de la réforme territoriale et la mise en place d'une véritable régionalisation ;
- une démocratisation des institutions : 6^e République parlementaire, incluant la généralisation des modes de scrutins proportionnels aux élections et la garantie d'une parité effective dans les assemblées élues ;
- la remise en cause de la conception néolibérale la RGPP qui conduit à la réduction des moyens consacrés à l'action publique ;

Ce pacte d'alternative devra par ailleurs inclure des dispositions concernant la transformation écologique de l'économie et une politique migratoire fondée sur le respect des principes fondamentaux du droit, incluant la régularisation des sans-papiers et la citoyenneté de résidence.

Cet accord programmatique devra s'accompagner d'une juste représentation des écologistes à l'Assemblée Nationale leur permettant de former un groupe parlementaire important. Lors des élections législatives, comme à toutes les autres, Europe Ecologie – Les Verts poursuivra l'ouverture et présentera des candidatures incarnant la diversité du rassemblement des écologistes, investies selon des règles transparentes, simples et établies à l'avance, permettant d'équilibrer démocratiquement les différents types de légitimité.

Si les conditions de la victoire de la gauche et des écologistes sont réunies et que les écologistes participent au gouvernement, l'exercice des responsabilités ne pourra se faire en demeurant éloigné des citoyens. C'est pourquoi les écologistes organiseront chaque année une Conférence de bilan réunissant les forces sociales, syndicales, associatives afin de

conduire de manière conjointe une évaluation de l'état d'avancement du contrat de gouvernement.

Notre rêve : construire une écologie à vocation majoritaire

Le rassemblement des écologistes ne pourra se juger uniquement sur les échéances électorales de 2012. Notre volonté est de changer d'échelle, de construire une force politique ancrée dans la société, et qui s'adresse à toute sa diversité. Nous serons présents à la fois dans les institutions et dans les mouvements sociaux. Comme en Allemagne, avec les victoires des *Grünen*, notre objectif politique doit être aujourd'hui de mettre l'écologie à l'épreuve du pouvoir. Il ne s'agit plus seulement d'être un contre-pouvoir agissant et mobilisateur, mais bien d'être capables de construire une écologie à vocation majoritaire.

Notre enracinement territorial (dans les villes, les quartiers populaires, les communes rurales et les zones péri-urbaines) et notre recherche d'une majorité culturelle supposent de poursuivre le rassemblement. Militant-e-s associatifs et syndicalistes, féministes», régionalistes, mouvements pour les services publics et la protection sociale, acteurs de l'économie sociale et solidaire, de la culture et l'éducation populaire, de l'agriculture biologique et de la transformation écologique de l'économie, innovateurs de tous les secteurs d'une société civile inventive... toutes et tous devront être accueillis, pour faire avancer la solidarité plutôt que la concurrence, la sobriété plutôt que la démesure, les biens communs plutôt que l'individualisme et le libéralisme marchand.

A l'heure où la politique traditionnelle ne suscite plus l'intérêt des jeunes, donnons-nous les moyens de susciter leur participation, grâce à une nouvelle approche de la vie démocratique et de l'économie et à des propositions courageuses sur le logement, sur l'autonomie, sur l'accès à la santé, à la culture, à la formation et à l'insertion professionnelle. Donnons aux Jeunes Ecologistes les moyens de mener leurs projets à bien dans de bonnes conditions.

Pour participer pleinement à la réflexion au sein de la société, produire, débattre et diffuser nos idées, notamment dans les réseaux de recherche et universitaires, la Fondation pour l'écologie politique, à l'instar d'Etopia en Belgique ou de la Fondation Heinrich Böll en Allemagne, doit être une de nos priorités. Indépendante, elle contribuera à élaborer une pensée politique autonome.

En 2014, nous porterons des dynamiques territoriales avec des listes écologistes dans l'ensemble des grandes villes. Ces listes qui viseront à conquérir la majorité, comme le montre l'exemple de Montreuil en 2008. Dans les villes comme dans les régions, il s'agit d'amplifier la transformation écologique des territoires, et aussi de montrer que les écologistes sont en capacité d'exercer des responsabilités et comme dans le Bade-

Wurtemberg de conquérir eux - même la majorité

Une méthode : s'ouvrir à la diversité des engagements

Election après élection, l'abstention ne cesse de progresser. Nous ne pouvons nous satisfaire de cette désaffection démocratique. Pourtant dans toute l'Europe, les citoyens ne demeurent pas éloignés de la politique et continuent d'être actifs, de tisser au plus près du terrain des alternatives et des alliances pour changer le monde. La classe politique doit être largement renouvelée. Mixité, diversité, partage des responsabilités : c'est aujourd'hui de cette multitude de voix nouvelles dont a besoin notre démocratie.

EELV fera vivre la coopérative politique comme un espace fondamental pour revisiter la manière d'envisager et de faire de la politique ; l'apport et l'expérience de nombreuses associations, notamment celle du mouvement Utopia sont essentiels pour que cette perspective prenne forme. Les écologistes doivent être les premiers à construire de nouvelles manières d'agir en politique. La coopérative écologiste doit être le moyen d'expression de cette volonté d'innovation politique. Fondée sur le double principe de son autonomie et de la communauté d'objectifs avec le parti, la coopérative doit s'organiser sous forme de réseau. Elle permet de mettre en mouvement les écologistes afin de contribuer aux mobilisations citoyennes, de développer la sensibilisation à la transition écologique et d'intervenir dans des secteurs où l'écologie politique est encore minoritaire.

Aux Journées d'été, la Coopérative sera lancée. Avant la fin 2011, un évènement constitutif national en concrétisera l'existence, la forme et le fonctionnement, notamment dans ses relations avec le mouvement. La Coopérative recevra l'ensemble des moyens nécessaires à son développement, en étant pleinement responsable de ses orientations comme de l'affectation de ses ressources.

Une cohérence : soyons le changement que nous prônons pour la société

Depuis leurs premiers combats, les écologistes veulent redonner à la politique ses lettres de noblesse et réhabiliter l'engagement. C'est pour cela qu'ils prônent une manière de « faire de la politique autrement ». Ce nouveau mode d'agir ne se décrète pas et ne doit pas se résumer à une simple formule. Il se traduit par une transformation des pratiques politiques en interne comme en externe.

En externe, nous demeurons attachés aux principes qui fondent notre participation politique : non-cumul, parité, fédéralisme, séparation des pouvoirs. Ces principes doivent aussi s'appliquer en interne à travers une conception partagée des droits et des devoirs de l'ensemble des adhérent-e-s et des élu-e-s. Ces principes comme nos règles doivent être respectées par toutes et par tous.

Les écologistes prônent aussi à l'égard de la société, une volonté de prévention et de

résolution non-violente des conflits. Trop souvent, les rapports au sein de notre mouvement sont encore marqués par la compétition plutôt que par la coopération. C'est pourquoi, dans les meilleurs délais, devra être mis en place le Comité d'éthique, sur le modèle d'une commission de prévention et de résolution des conflits. Ce comité visera à anticiper les difficultés internes et à donner à titre consultatif un avis permettant de mieux réguler les rapports internes.

Après ce premiers congrès, Europe Ecologie – Les Verts devra expérimenter la nouvelle structure dont nous nous sommes dotés lors des Assises de Lyon. Notre fonctionnement devra être en permanence réexaminé et revisité à l'aune de la pratique de nos instances. C'est pourquoi une commission d'évaluation et d'amélioration du fonctionnement sera mise en place, sous la responsabilité d'un référent au Bureau Exécutif en charge de la mise en place de cette réforme. Elle évaluera la mise en œuvre des statuts et rendra ses conclusions, permettant de prendre des décisions avant la fin de l'année 2011. Elle devra se prononcer notamment sur les points suivants :

- permettre une meilleure participation des adhérents au débat et à la vie démocratique interne du mouvement, incluant une réflexion sur les modalités de discussion, les modes de désignation et sur les modalités de vote en interne. Elle s'appuiera entre autres sur l'expérimentation des votes départementaux et locaux, du vote par internet organisé lors des primaires de l'écologie, et du vote par correspondance expérimenté dans la région Rhône-Alpes.
- faciliter l'adhésion, en étudiant aussi bien ses modalités, que les possibilités de larges campagnes d'adhésions de proximité ;
- renouveler les équipes en favorisant la diversité des parcours et des origines et garantir une réelle féminisation du mouvement ;
- améliorer le fonctionnement du Bureau Exécutif, du Conseil Fédéral et de son bureau (ainsi que l'articulation entre l'exécutif et le délibératif) ;
- permettre une meilleure communication et information interne de l'ensemble des adhérents, sur les débats en cours et les décisions prises ;
- permettre une discussion financière et budgétaire plus participative, afin que l'ensemble des adhérent-e-s d'être informé et responsabilisé sur l'état des finances ;
- adapter notre mouvement aux nouvelles technologies pour continuer à ouvrir notre mouvement.

Jamais les écologistes n'ont compté autant d'adhérents et de soutiens dans notre pays. Afin de grandir, nous devons mettre en place une véritable procédure d'accueil, de formation et de partage des expériences.

« Sois le changement que tu veux voir dans le monde », disait Gandhi. Appliquons nous l'éthique que nous prôtons !

Après le formidable succès des européennes de 2009 et les victoires que nous avons emportés lors des élections régionales, l'écologie s'est imposée comme une force politique majeure qui pèse sur le débat politique. C'est cela qui a fondé notre nouveau mouvement lors des Assises de Lyon. Dorénavant, les écologistes doivent être capables de peser dès 2012 et d'ancrer durablement l'écologie politique comme force alternative. Telle est notre responsabilité : nous devons poursuivre et amplifier le rassemblement des écologistes pour garantir l'autonomie de l'écologie politique et réussir une transformation écologique et sociale de la société.

C'est à nous de jouer !